

POLITIQUE • GOUVERNEMENT ATTAL

Nicole Belloubet, une nouvelle ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse nommée en pleine crise de l'école

L'ancienne garde des sceaux remplace Amélie Oudéa-Castéra dans un contexte difficile, avec une opposition marquée de la communauté enseignante aux réformes lancées par Gabriel Attal.

Par Sylvie Lecherbonnier et Violaine Morin

Publié hier à 20h50, modifié à 07h51 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Nicole Belloubet, alors ministre de la justice, à la sortie d'un conseil des ministres à l'Élysée, le 3 juin 2020 . JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Quatre semaines après avoir été nommée à la tête de l'éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, fragilisée par des polémiques sans fin, quitte déjà la Rue de Grenelle. Nicole Belloubet devient la quatrième ministre de l'éducation nommée depuis le début du second quinquennat d'Emmanuel Macron, en mai 2022.

Lire aussi | [Nicole Belloubet à l'éducation nationale en remplacement d'Amélie Oudéa-Castéra, qui reste aux sports... Revivez les dernières nominations au gouvernement Attal](#)

Un temps pressenti, François Bayrou a renoncé à entrer au gouvernement faute « *d'accord profond sur la politique à suivre* », notamment en matière d'éducation. L'agrégé de lettres pensait pouvoir « *corriger* » « *une crise de confiance qui vient de loin* », mais « *de nombreuses discussions* » lui ont fait conclure à « *une différence d'approche sur la méthode à suivre qui paraît rédhitoire* », avait fait savoir le président du MoDem, dans la soirée du mercredi 7 février, à l'Agence France-Presse.

L'école a donc trouvé une nouvelle tête en la personne de Nicole Belloubet. L'ancienne garde des sceaux d'Emmanuel Macron entre 2017 et 2020 avait, ironie de l'histoire, succédé à François Bayrou, éphémère ministre de la justice en 2017. Issue du Parti socialiste, cette professeure des universités de



Offrir cet article

Plus d'informations

1993 puis 2000-2002) a salué ce choix dans une déclaration transmise au *Monde*. « *Nicole Belloubet a travaillé avec moi entre 2000 et 2002, et je l'ai nommée rectrice à Toulouse, où elle a effectué un excellent travail* », insiste-t-il.

Réputée loyale à la Macronie

Avec cette nomination, les enseignants retrouvent un ministère qui leur est totalement consacré, alors qu'ils reprochaient à Amélie Oudéa-Castéra d'être une « *ministre à mi-temps* » cumulant le portefeuille de l'éducation avec les sports et les Jeux olympiques. « *Il y a des reproches que l'on faisait à Amélie Oudéa-Castéra qu'on ne pourra pas faire à Nicole Belloubet, comme de méconnaître le milieu ou de vivre dans une autre sphère* », souligne l'ancien recteur de Bordeaux et Versailles Alain Boissinot.

Newsletter

« Politique »

Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique

[S'inscrire](#)

Mais le choix de Nicole Belloubet surprend le monde éducatif. « *Nicole, franchement n'y va pas* », implorait l'ancien recteur de Versailles Pierre-Yves Duwoye sur X, jeudi 8 février, prédisant à la nouvelle ministre qu'elle allait trahir ses « *engagements si forts et si réfléchis sur l'éducation* ». Un article en forme de plaidoyer pour la réforme du collège de François Hollande, publié par Nicole Belloubet en 2016 et disponible sur la plate-forme Cairn, a également circulé jeudi, alors que son nom était avancé pour le poste, révélant une ligne éloignée des directions prises par l'actuel gouvernement.

Lire aussi | [Amélie Oudéa-Castéra, une ministre fragilisée à l'éducation nationale](#)

« *Loin des fariboles sur la restauration de l'autorité ou le port de la blouse, ceux qui sont réellement confrontés aux tâches éducatives cernent aujourd'hui l'essentiel : il faut sortir du cadre rigide du cours magistral, laisser du temps et de l'autonomie aux jeunes, ménager le droit à l'erreur dans les processus d'apprentissages* », défendait à l'époque Nicole Belloubet, alors en poste au Conseil constitutionnel, dans ce texte issu de la revue *Après-demain*.

« *Ses engagements passés interrogent sur sa capacité à appliquer sans ciller la politique de Gabriel Attal sur le choc des savoirs, les groupes de niveau ou l'uniforme scolaire* », analyse Alain Boissinot, qui demande : « *Qu'attend-on d'un ministre ? Qu'il ramène le calme et la confiance quitte à adoucir quelque peu la ligne, ou qu'il poursuive malgré le climat de défiance ?* » Réputée loyale à la Macronie lors de son passage au ministère de la justice, Nicole Belloubet devra composer avec le binôme exécutif, alors que le président a déclaré l'éducation comme son « *domaine réservé* », et que Gabriel Attal la qualifie de « *mère des batailles* ».

Une « fracture » entre enseignants et gouvernement

La nouvelle ministre aura en tout cas fort à faire pour tenter de renouer avec les enseignants. L'éducation nationale traverse une crise de confiance, ravivée depuis début janvier par les propos

Offrir cet article

Plus d'informations

Après le départ du recteur de Paris, vendredi 2 février, des voix se sont élevées plus fortement. La section parisienne du syndicat des chefs d'établissement SNPDEN-UNSA parlait, dès le 3 février dans une lettre ouverte, de « fracture » et d'une « communication rompue ». « Nous restons résolument attachés à une école publique, laïque, prônant la mixité sociale et scolaire, attentive à tous les élèves et ne stigmatisant pas les plus fragiles », plaidait le syndicat. « Une digue se rompt », ont abondé les personnels de direction parisiens du SGEN-CFDT.

Outre le « mépris » ressenti pour l'école publique après les justifications d'Amélie Oudéa-Castéra sur le choix d'un établissement privé huppé, le collège Stanislas, pour ses enfants, beaucoup s'inquiètent de la mise en œuvre des annonces faites par Gabriel Attal début décembre 2023. Sa mesure phare – [les groupes de niveaux en français et en mathématiques](#) en 6^e et en 5^e dès la rentrée 2024 – ébranle les convictions de nombreux personnels de l'éducation, de la base au sommet.

Une ministre « déjà au pied du mur »

Jeudi 8 février en Conseil supérieur de l'éducation, le texte organisant les groupes de niveau a été largement rejeté, avec 67 voix contre, une abstention et aucune voix pour, a-t-on appris de source syndicale à l'issue de cette assemblée consultative. La crainte d'un « tri social » des élèves, selon les syndicats, est vive, sans compter les difficultés organisationnelles que la réforme va occasionner, alors que les moyens sont jugés insuffisants par les acteurs. Deux journées de grève ont été organisées depuis le début du mois. Celle du 1^{er} février a réuni un enseignant sur cinq selon le ministère, mais près de 30 % au collège.

Lire aussi | [En pleine polémique, Amélie Oudéa-Castéra règle ses comptes](#)

Du reste, les inscriptions au concours en berne et le mal-être d'une partie des personnels minent la profession. Des problèmes structurels, comme le non-remplacement des professeurs absents, ajoutent au désarroi. « La ministre arrive et elle est déjà au pied du mur. Sera-t-elle dans la provocation ou dans l'écoute ? Quel sera son poids politique et ses marges de manœuvre ? C'est ce que nous examinerons avec grande attention », prévient Sophie Vénéritay, du SNES-FSU. « Sur le papier, on pourrait s'enthousiasmer au vu de son parcours et se dire qu'elle va bouger les lignes mais nous avons du mal à y croire. On sait que le vrai décideur de la politique éducative se trouve à l'Elysée », assure Elisabeth Allain-Moreno, du SE-UNSA.

Les premiers pas de Nicole Belloubet en tant que ministre de l'éducation nationale seront scrutés de près. Il n'avait pas fallu plus de vingt-quatre heures à sa prédécesseure pour perdre la confiance du monde enseignant.

Sylvie Lecherbonnier et Violaine Morin

Le Monde Ateliers

Découvrir